

Stop au tout sécuritaire dans les journaux de France 2 !



Jeudi 18 septembre, dans les journaux de France 2, on a enfin découvert les raisons du mécontentement des Français qui ont manifesté en masse contre la politique d'austérité du gouvernement. Paroles recueillies dans les cortèges, c'était le minimum journalistique. Mais avant cette journée de mobilisation, le minimum était tout simplement absent.

Depuis l'annonce du mouvement social, ces Français contestataires étaient invisibles sur l'antenne de France 2. Réduits à l'état de fantômes, avec des éditions qui ont fait le choix du tout sécuritaire pour traiter cette journée de mobilisation nationale d'ampleur. Les centaines de milliers de manifestants annoncés étaient-ils donc tous des casseurs et "black blocks" en puissance ?

Des JT qui font peur, voilà ce à quoi les téléspectateurs ont eu droit avant et pendant ce 18 septembre : *"la crainte des services de renseignements"*, *"jeudi noir dans les transports"*, *"le dispositif policier (80 000 policiers mobilisés, chiffre répété à l'envi)"*, *"une journée de mobilisation à haut risque"*, *"les commerçants se barricadent"*, *"comment s'organiser pour les transports et les écoles"...* La liste est longue, à croire que le ministre de l'Intérieur avait fait les conducteurs des JT !

En revanche, pour une information complète, pourquoi aucun portrait de salariés, d'étudiants, ou de retraités qui ne s'y retrouvent pas dans la politique du gouvernement ? On ne donne pas à comprendre, on effraie !

La parole des manifestants, le jour J, a un goût de trop peu, déconnectée du quotidien de ces Français que l'on n'a pas vu dans nos éditions.

Entre 500 000 et un million de personnes dans les rues, ce n'est pas rien, mais ce n'est pas grand-chose à en croire les JT qui s'intéressent surtout aux échauffourées ou aux drones de surveillance. Et quand on fait un sujet sur les parents d'élèves qui s'organisent pour s'occuper des enfants, on ne sait pas ce qu'ils pensent du mouvement social. Pourtant ça compte, non ?

Cette ligne éditoriale, qui relègue le social et le politique au second plan pour mieux valoriser les questions pratiques ou sécuritaires, est-elle un gage donné à tous ceux qui attaquent l'audiovisuel public ? Cela y ressemble, et le SNJ ne peut que le déplorer.

De telles dérives éditoriales ne sont pas dignes d'une information de qualité, celle que nous devons à notre public.

Paris, le 22 septembre 2025